



Coordonnées du Maître d'ouvrage

CCI RODEZ
CITE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FORMATION
5 rue de Bruxelles
12 033 RODEZ cedex 9

Document établi à ESPALION le 06/04/2026

Objet : Mission de coordination SPS

Chantier : **CCI Bourran - Remplacement de groupes sur toiture - Ajout de protections périphériques**

Nos références :

Vos références :

A l'attention de Frédéric VERY

Frédéric VERY,

Conformément à notre contrat et suite aux derniers éléments transmis, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, un
exemplaire du Plan Général de Coordination Catégorie 3 avec risques Bâtiment.

Un exemplaire est destiné à votre dossier. Une copie a été adressée par mail à la maîtrise d'œuvre ce jour pour la
reproduction et insertion dans le dossier de consultation des entreprises.

Vous souhaitant bonne réception de ce document, et restant à votre disposition,

Cordialement

Didier ZIEBA
Coordonnateur SPS



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

En Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé

NIVEAU : Catégorie 3 avec risques Bâtiment
R 4532-43

Adresse du chantier

CITE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FORMATION

5 rue de Bruxelles
12 033 RODEZ cedex 9

Date : 06/04/2026
N° du Dossier : 2026022
Vos références :

CCI Bourran - Remplacement de groupes sur toiture - Ajout de protections périphériques

Maître d'ouvrage :

CCI RODEZ

CITE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FORMATION 5 rue de Bruxelles
12 033 RODEZ cedex 9

Maître d'œuvre :

GROUPE OCD

16 avenue des Glycines
12 850 ONET-LE-CHÂTEAU

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer

N° Version	Date	Observations
Rev00	06/04/2026	Création

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 par son article L 4531-1 et son décret d'application n° 94-1159.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention : Articles L 4521-2 et 3 et L 4531-1 du code du travail.

- a) Éviter les risques,
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, aux maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

Objet : Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protections de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de l'**interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le P.G.C. constitue une pièce du dossier marché des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les techniques ou méthodes à mettre en œuvre pour réaliser les travaux.

Accès à l'opération : Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

Responsabilités : L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombe, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4332-6 du code du travail).

Le plan Général de Coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.

Responsabilités entreprises : En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyens mais aussi une obligation de résultats. La tenue des délais ne serait en aucun cas un motif d'infraction aux règles de sécurité.

L'ensemble des prescriptions du présent PGC ont un caractère obligatoire.

Les éléments contenus dans le plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Pour autant les entreprises peuvent et doivent formuler toute proposition, tant au stade de la remise des prix qu'à celui de l'exécution, tendant à faciliter la bonne marche de l'organisation des travaux.

CHAPITRE I - Renseignement Généraux et Administratifs-

Toutefois, il doit être dit clairement et sans ambiguïté que cette proposition, à partir du moment où elle apportera une novation aux prescriptions ci-après définies, ne pourra être acceptée que si elle est conforme à l'intérêt général de l'ensemble des entrepreneurs et n'apporte aucune contrainte supplémentaire particulière à l'un ou l'autre de ceux-ci.

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.

Moyens et autorités du coordonnateur SPS définis par le maître d'ouvrage

Les principales obligations du maître d'ouvrage

Obligation de faire :

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Préventions) Article L 4531-1
- Déclarer les opérations de niveau I et II Article L 4531-1 à 2
- Désigner le Coordonnateur SPS compétant doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission (Article R 4532-25 et R 4532-26)
- Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > 760 000 € Article R 4533-1 à 7
- Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateurs SPS Article R 4532-6
- Conserver le PGC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage Article R 4532-51
- Conserver et transmettre le DIUO Article R 4532-16
- Constituer le CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie Article L 4532-10
- Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférences Article L 4531-3
- Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention Article L 4531-1
- Faire établir le PGC par le Coordonnateur SPS et le joindre au dossier de consultation des entreprises Article R 4532-42
- Faire ouvrir le registre journal de la Coordination par le Coordonnateur SPS Article R 4532-38
- Faire constituer le DIUO par le Coordonnateur SPS Article R 4532-95

Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.

- Le Maître d'Ouvrage confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, titulaire du marché, entrepreneurs co-traitants ou sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.
- Pendant la durée de l'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le coordonnateur disposera de l'autorité nécessaire pour :
 - ☞ Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination ou les procédures de travail ou ses obligations en matière de sécurité et de santé de s'y soumettre sans délai,

De la part du Maître d'œuvre

- Le nom et les coordonnées des entreprises devant travailler sur le chantier,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier,
- Les mises à jour du planning général des travaux.

De la part des titulaires des marchés

- Les plannings détaillés de réalisation des travaux ainsi que leurs mises à jour,
- La liste tenue à jour des sous-traitants devant intervenir sur le chantier ainsi que les travailleurs indépendants (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'interventions, effectif prévisible).

Nota : cette opération a été confiée au coordonnateur SPS en phase : Phase PRO

CHAPITRE I RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS.....7

A) PRESENTATION DE PROJET	7
1) Dénomination de l'opération.....	7
2) Situation géographique.....	7
3) Mode de consultation.....	7
4) Description sommaire des travaux.....	7
5) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation.....	8
B) PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	8
1) Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS).....	8
2) Intervenants sur le chantier (maitrise de chantier, contrôle etc...).....	9
3) Intervenants sur le chantier (services).....	9
C) RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	10
1) Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail).....	10
2) Permis d'aménager / permis de construire.....	10
3) Permis de voirie, circulations, occupations du sol.....	10
4) Autorisation de survol.....	10
5) Autorisation pour ruisseau (loi sur l'eau).....	10
6) Demandes administratives.....	11
7) DICT :.....	11
8) AIPR :.....	11
9) PPSPS des entreprises.....	11
10) Désignation des Sous-Traitants.....	11

CHAPITRE II ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER arrêtée par le maitre d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur SPS..... 12

A) Préambule.....	12
B) Base vie.....	12
C) Installations obligatoires sur les chantiers du BTP.....	13
D) Armoire sécurité sur chantier.....	14
E) Travail de nuit.....	15
F) Gardiennage- Clôtures de chantier.....	15
G) Hébergement des ouvriers sur le chantier.....	15
H) Milieu dans lequel se déroule l'opération.....	17
1) Nature du sol.....	17
2) Epuisement.....	17
3) Réseaux enterrés.....	17
4) Réseaux aériens.....	17
5) Alimentations primaires.....	17
6) Spécificités du chantier.....	17
I) Organisation du chantier.....	17
1) Accès des personnes autorisées.....	17
2) Stationnement véhicules dans le chantier.....	18
3) Installations de vie.....	18
4) Branchements et réseaux de chantier.....	18
5) Levage.....	18
6) Clôtures, Accès, Protections des tiers.....	18
7) Éclairage.....	18
8) Signalisation.....	18
9) Stockage et Enlèvement des déchets.....	18
10) Travaux de nuit.....	19
11) Zones de stockage, d'approvisionnement et d'évacuation.....	19
12) Conditions de circulation.....	19
13) Passage de l'installation électrique provisoire à celle définitive.....	19
14) Règles de mise à disposition du matériel.....	19
15) Prorata.....	19

CHAPITRE III MESURES DE COORDINATION prises par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent 21

CHAPITRE I - Renseignement Généraux et Administratifs-

A) Préambule.....	21
B) Généralités.....	21
C) Risques majeurs liés aux coactivités simultanées ou successives.....	23
D) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levages sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles :.....	24
E) Délimitation et l'aménagement des zones de stockages et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.....	25
F) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.....	27
G) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.....	27
H) Mesures de coordination affectées à des lots.....	29
I) Risques et règles préconisées ou expression de la règle.....	31
Préambule.....	31
Risques identifiés.....	32
J) LES REGLES QUI SAUVENT - ENGAGEMENT DES ENTREPRISES.....	32

CHAPITRE IV RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS 62

A) Préambule.....	62
B) Prevention des risques de maladies professionnelles.....	62
C) Préambule.....	64

CHAPITRE V COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL 67

A) Modalités pratiques de fonctionnement CISSCT.....	67
1) Introduction.....	67
2) Entreprises contractantes.....	67
3) un salarié de chaque entreprise employé sur le chantier.....	67
4) La mission du CISSCT.....	67
B) Modalités pratiques de fonctionnement du DHOL.....	68

CHAPITRE VI . Annexes 71

A) Liste des annexes.....	71
B) Listes des entreprises dès que retenues.....	71
C) PPSPS Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.....	71
1) - Renseignements administratifs.....	72
2) - Renseignements comprenant l'organisation du chantier.....	73
3) - Mesures de sécurité applicables aux interventions de l'entreprise sur le chantier.....	73

CHAPITRE I RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

A) PRESENTATION DE PROJET

1) Dénomination de l'opération

2) Situation géographique

12 033 - RODEZ cedex 9

3) Description sommaire des travaux

Intervention sur toit terrasse : remplacement d'éléments techniques lourds ; Ajout de protections collectives.

4) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation

Période de préparation : 1 mois

Délai d'exécution : 3 mois

Le calendrier des travaux lot par lot se trouve en annexe du DCE ; celui-ci sera harmonisé avec le planning de coactivité.

Classement du chantier : Le Maître d'ouvrage a classé le chantier Catégorie 3 avec risques
Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis en, il en ressort en effectif global de 253 journées/
homme.

Nombre d'entreprises en même temps : 2 (hors sous-traitants)

Effectif prévisionnel en pointe : 6 hommes/ jour

B) PRESENTATION DES INTERVENANTS

1) Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS)

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Fax/Email
CCI RODEZ CITE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FORMATION 5 rue de Bruxelles 12 033 RODEZ cedex 9	VERY Frédéric	Email : f.very@aveyron.cci.fr

Coordonnées de la maîtrise d'œuvre	Contact	Tel/Fax/Email
GROUPE OCD 16 avenue des Glycines 12 850 ONET-LE-CHÂTEAU	BRINGUIER Mathieu	Tel : 05 65 87 00 68 Email : mathieu.bringuier@groupeocd.com
Mandataire GROUPE OCD 16 avenue des Glycines 12 850 ONET-LE-CHÂTEAU	DOUSSIÈRE Olivier	Tel : 05 65 87 00 68 Email : olivier.doussiere@groupeocd.com

C) RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communiquera aux entreprises le Numéro de la Déclaration des Travaux (DT) afin que les entreprises puissent réaliser les DICT auprès de l'ensemble des concessionnaires

1) Déclaration préalable (L 4532-1 et 2 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP.
Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

2) Permis d'aménager / permis de construire

Accordé

Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations et fournir les documents nécessaires à la réalisation des travaux.

- Demande d'arrêtés aux services concernés.
- Demande d'autorisation administrative pour travaux ou occupation de la voie publique.
- Demande de branchements aux concessionnaires des réseaux.
- Déclaration d'ouverture de chantier.
- Demande d'occupation domaine public (zone parking...)

3) Permis de voirie, circulations, occupations du sol.

Demandés par les entreprises : demande possible de fermeture partielle de la rue de Londres avec inversion du sens unique.

4) Autorisation de survol

Sans objet.

5) **Autorisation pour ruisseau (loi sur l'eau)**

6) **DICT :**

À demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires concernés. Elle sera valable 3 mois et devra être reconduite si nécessaire.

Sites à consulter - voir article E- Services extérieurs et concessionnaires du présent PGC.

Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux.

Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.

Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services techniques de la ville **RODEZ cedex 9**, auprès du Conseil Général du département ou au Conseil Régional de la région, à la DIRSO, SNCF etc...

7) **AIPR :**

Les réseaux existants doivent être tracés au sol avant les premiers coups de pelle.

Pour Les réseaux aériens ; ils devront être protégés, déplacés ou un portique sera installé.

L'ensemble de ces mesures devront être réalisées avant toute intervention de matériel.

8) **PPSPS des entreprises**

Chaque entreprise devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.

9) **Désignation des Sous-Traitants**

- ✓ Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.
- ✓ Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.8 des Généralités Tous corps d'Etat.

Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

CHAPITRE II ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER arrêtée par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

A) Preamble

D'une manière générale les travaux se déroulent de la façon suivante :

- Mise en place de la signalisation d'approche de l'opération
- Mise en place des clôtures de chantier
- Mise en place du panneau de chantier
- Mise en place de la base vie
- Démarrage de l'opération.
- L'ensemble de ces mesures sont soumises aux plannings de l'opération (voir DCE)

B) Base vie

Installations de la base vie : Chantier toujours propre et rangé

Chantier de moins de quatre mois :

Sanitaires et réfectoire : utilisation d'installations existantes

Rappel : pour les chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place des installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

C) Gardiennage- Clôtures de chantier

Le gardiennage sera laissé à l'appréciation de l'ensemble des entreprises intervenant sur ce chantier. Chantier en site occupé.

D) Milieu dans lequel se déroule l'opération

1) Nature du sol

Toute entreprise participant au chantier, fera faire si elle estime nécessaire et indispensable pour prévenir tout risque, ses propres sondages.

Cette prestation est due au titre du marché de l'entreprise qui a obligation de prévenir le risque.

2) Réseaux enterrés

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations et fournir les documents nécessaires à la réalisation des travaux

Gaz, électricité, fibre, télécom, AEP EP EU

3) Réseaux aériens.

Sans objet

E) Organisation du chantier

Suivant l'évolution du chantier, ce plan sera complété ou modifié par l'entreprise de G. Œuvre, à la demande du coordonnateur S.P.S

Périodiquement, sous la direction du maître d'œuvre, les entreprises procéderont à un nettoyage général du chantier et des aires de stockage, manutention, circulation et base vie.

1) Accès des personnes autorisées

Le personnel de chantier devra, dans le cadre du contrôle des accès, être facilement identifiable. (Port de tenues propres à l'entreprise dans la mesure du possible ou port de badges)

Pour permettre le contrôle des accès, la liste nominative du personnel devra être à disposition dans le bureau de chantier. Celle-ci sera mise à jour régulièrement.

Toute personne non identifiable sera exclue du chantier.

2) Stationnement véhicules dans le chantier

Utilisation du parking du site.

3) Levage

Sur le plan d'installation de chantier figureront les moyens et les emplacements des engins.

Les manœuvres seront effectuées uniquement par le conducteur désigné de la grue. Fourniture des CACES.

Les manutentions des charges devront être faites à l'intérieur de l'enceinte chantier. Le survol des voiries et des zones mitoyennes avec des charges est formellement interdit.

Chaque entreprise mentionnera dans son P.P.S.P.S. les dispositions qu'elle envisage de prendre pour la manutention et la mise en œuvre de tous les éléments lourds.

Si les opérations de levages sont sous traitées, prévoir une Inspection Commune avec l'entreprise de levage.

4) Clôtures, Accès, Protections des tiers

Le chantier doit être clos et indépendant des activités du site.

5) Stockage et Enlèvement des déchets

- Les lieux de travail devront être débarrassés journalièrement des divers déchets et gravats par les entreprises productrices de ces déchets et gravats.
- Les déchets de chantier comprennent des produits divers, qui en raison de leur nature sont classés selon les 3 grandes catégories suivantes :
 - Les déchets inertes : (D.I.) ce sont des déchets d'origine minérale,
 - Les déchets industriels banals : (D.I.B.) ce sont des déchets ne présentant pas un caractère polluant et qui ne sont pas de nature minérale mais qui doivent être récupérés par des organismes agréés, afin d'être recyclés,
 - Les déchets industriels spéciaux : (D.I.S.) ce sont des déchets qui entrent dans la catégorie des polluants et qui doivent être éliminés selon des filières spécifiques,
- Le tri des déchets devra obligatoirement être fait sur le chantier tel que suit :
 - o Les déchets dangereux et emballages assimilés seront évacués dans une installation de Classe I par l'Entreprise productrice.
 - o Les déchets inertes devront être évacués dans une installation de Classe 3 par l'Entreprise productrice.
 - o Les emballages ménagers et assimilés seront évacués dans une installation de Classe 2 par l'Entreprise productrice.
- L'entrepreneur responsable de l'évacuation des déchets organisera éventuellement leur sélection.
- Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation.
- L'entreprise mettra en place le nombre de bennes utiles au maintien du chantier en parfait état de propreté. Ces bennes seront bâchées en cas de pluie et en fin de journée. Elles seront positionnées dans l'emprise de chantier.
- Elle en assurera l'évacuation, chaque fois que cela sera nécessaire et ce jusqu'à la fin du chantier.
- Ces bennes ne devront en aucun cas gêner l'accès au chantier.
- Les lieux de travail devront être débarrassés journalièrement des divers déchets et gravats par les entreprises productrices de ces déchets et gravats.
- L'emplacement d'une benne à gravats et ses différentes positions éventuelles suivant l'évolution du chantier.

6) Conditions de circulation

- Horizontales
 - Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte définies par le plan d'installation de chantier.
 - Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite seront effectuées sous la conduite d'une personne chargée du guidage.
 - Chaque entreprise devra prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide.
- Verticales (mise en œuvre des définitives au plus tôt) :
 - Escalier définitif ou existant, si pas possible, escalier provisoire

CHAPITRE III MESURES DE COORDINATION

prises par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent

A) Préambule

Les mesures de coordination ne sont en aucun cas exhaustives. Dans le cadre d'une harmonisation elles peuvent être complétées et modifiées.

L'ensemble des mesures de coordination inscrites dans ce Plan Général de Coordination doivent être mises en œuvre par les entreprises concernées

L'ensemble de ces mesures de coordination ne se substituent aux obligations des entreprises

B) Généralités

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Accès au chantier par le domaine public	Toutes les entreprises devront respecter ; <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le code de la route ✓ Les déviations éventuelles ✓ Les accès aux propriétés riveraines
Accès au chantier	Toutes les entreprises pénétrant sur le chantier doivent être identifiables facilement- Gilets, teeshirts, casques, carte OPPBTP etc. Les secouristes sauveteurs du travail seront également identifiables
Installations de chantier	Chaque entreprise devra indiquer ses besoins en termes de stockages. Ils posséderont un moyen de lutte contre l'incendie. Les matériaux seront stockés de manière stable. Leurs emplacements devront être matérialisés et soignés afin de ne pas causer un danger pour les travailleurs.
Coactivité	Afin de gérer la coactivité, le coordonnateur SPS réalisera avec chaque entreprise une visite d'inspection commune qui générera un compte rendu et qui sera introduit aux extraits du registre journal. Les coactivités simultanées ou successives seront alors gérées en corrélation avec la maîtrise d'œuvre.
Circulation horizontale	Un schéma d'installation de chantier devra être réalisé. Celui-ci comportera un sens de circulation dédié aux véhicules et aux piétons. Toutes les entreprises doivent se conformer scrupuleusement aux prescriptions réglementaires définie sur cette opération. <u>Allure de circulation des véhicules</u> Vitesse maximale 15k/h dans l'emprise du chantier ou au pas devant le personnel de chantier et dans une zone d'évaluation des engins. <u>Manœuvre sur le chantier</u> Tous les véhicules qui doivent faire une manœuvre sur le chantier doit être équipée d'un signal de recul et optiques et doit être accompagné d'un chef de manœuvre. <u>Véhicules et engins</u> La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession de l'autorisation de conduite établie par son employeur. Depuis le 2 décembre 1998 chaque conducteur doit être en possession d'un CACES (Certificat d'Aptitude à la conduite d'Engin en Sécurité) établi par un organisme de formation agréé <u>Approvisionnement du chantier</u> Toutes les entreprises devront transmettre à leur fournisseur et transporteur, un plan d'accès au chantier ainsi qu'aux différentes zones de stockages ou de livraisons.

	<p><u>Aires de stockages et de stationnement</u> Les aires de stockages définies au plan d'installation de chantier devront être scrupuleusement respectées.</p> <p><u>Balisages</u> Pour les travaux qui se trouveraient sur une zone de passage (piétons, ou véhicules) mettre en place un dispositif efficace de protection. Rubalise à proscrire.</p> <p><u>Accès</u> Tous les accès doivent rester libres de tous encombrements.</p>
Circulation verticale	<p><u>Superposition de tâches</u> La superposition et la juxtaposition de tâches est interdite. Tout moyen devra être mis en œuvre (balisage, décalage de la tâche, etc...)</p>
Protections horizontales	Les protections collectives prévues dans la liste des travaux seront mis en œuvre en utilisant la ligne de vie existante (après contrôle valide)

C) Risques majeurs liés aux coactivités simultanées ou successives

Risques	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Circulation des véhicules sur chantier	Respect du balisage et de la signalisation propre au chantier
Travaux en hauteur	Ne pas enlever les protections collectives
Chutes de matériaux ou d'objets	Superposition de tâches interdite
Risques électriques	<p>Le personnel doit être habilité</p> <p>Mise en place et respect des mesures de consignations.</p> <p>Informations et affichages</p> <p>Vérification et consignation avant interventions.</p>
Travaux à proximité du réseau gaz	<p>Personnel habilité. Personnel formé AIPR.</p> <p>Mise en place et respect des mesures de consignations.</p>
Incendie et brûlures	<p>Permis de feu obligatoire</p> <p>Extincteurs obligatoires sur postes de travail</p> <p>Matériel de premier secours.</p> <p>Un extincteur sera installé dans le bureau de chantier.</p> <p>Toutes les entreprises utilisant des bouteilles de gaz (en particulier charpentiers, plombiers, etc...) devront avoir à disposition sur le lieu de travail le matériel d'extinction adapté.</p> <p>Avant toute intervention, le personnel devra s'assurer que les étincelles n'entraîneront aucun risque d'incendie ou de détérioration.</p> <p>Il est interdit de brûler des matériaux sur le site.</p>

D) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levages sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises
Manutentions manuelles	<p>Chaque entreprise doit limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. La mécanisation est un moyen nécessaire pour la manutention horizontale</p> <p>Cela commence par :</p> <p><u>La logistique de chantier</u> et notamment ce qui doit être approvisionné ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ D'où vient l'approvisionnement ✓ Comment va être effectué l'approvisionnement

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ A quel moment ✓ Les contraintes de réception ✓ Comment va être distribué l'approvisionnement ✓ Quels sont les déchets provenant de l'approvisionnement <p>La prévention des TMS (Troubles Musculosquelettiques)</p> <p>Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que des transpalettes, chariots, automoteurs... seront mis à la disposition du personnel pour</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Décharger les véhicules ✓ Organiser le stockage ✓ Déplacer les outils, matériaux, équipements de travail ✓ Approvisionner les étages. <p>Lorsque le recours à la manutention ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme. Les opérations de manutentions prévisibles devront être mentionnées au PPSPS. Les entreprises pourront se reporter à la fiche de l'OPPBTP Mémo pratique AM 01 95 « Les manutentions manuelles »</p> <p>Tous dispositifs de manutentions non prévus au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande auprès du coordonnateur SPS par l'entreprise avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site.</p>
Levage	<p>L'utilisation d'une grue fixe ou mobile sur le chantier implique une attention particulière et notamment sur la superposition de tâches. Personne ne doit se trouver sous la charge.</p> <p>Avant le démarrage de toute opération de grutage, l'entreprise utilisatrice nommera un chef de manœuvre au sol qui assistera le grutier.</p> <p>Le registre des élingues doit être également présent sur le chantier. Une vérification à chaque levage sera demandée.</p> <p>La mise en place girouette de la grue doit être réalisée dès que les voyants s'allument ou que l'anémomètre indique que le vent dépasse 72km/h, la grue doit être libre de tout encombrement.</p> <p><u>Vérification de l'installation de la grue fixe :</u></p> <p>Avant la mise en route de la grue, les essais statiques et électriques conformes à la réglementation devront être réalisés (conformément à la recommandation R 406 et ED 6176 de l'INRS).</p> <p>Le rapport doit être à disposition des organismes de contrôles.</p> <p>Habilitations du conducteur de la grue qui doit avoir une autorisation de conduite et un CACES correspondant à l'élément de levage.</p> <p>S'assurer de la stabilité des engins de levages.</p> <p>Interdiction d'accéder dans la zone d'évolution de la grue et interdiction de survol de charges sur les personnels et autres habilitations.</p>
Appareils et accessoires de levages	<p>En application du décret n° 47-1952 du 23 août 1947 et de l'arrêté du 9 juin 1993, les appareils de levages doivent être vérifiés avant toute démontage et remontage, puis selon une périodicité annuelle.</p> <p>Dans le cas d'un appareil de levage mobile ou affecté à l'élévation de personnel, cette vérification doit avoir lieu au moins tous les 6 mois.</p> <p>Les engins de levages mobiles en particulier, ne peuvent être utilisés au-delà de la charge maximale d'utilisation, correspondant à la charge utilisée pour les essais lors de la dernière vérification périodique.</p> <p>Les accessoires de levages doivent également être vérifiés au moins tous les ans.</p>

E) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Tâches	Mesures de coordinations pour toutes les entreprises										
Harnais	Dans l'hypothèse où aucun moyen de protections collectives ne soit possible, le travailleur qui est exposé au risque de chutes de hauteur sera doté d'un système anti chutes ou de longes et absorbeur d'énergie et points d'encrages ou lignes de vies										
Distribution électrique	<p>A partir de l'armoire générale posée sous la responsabilité de l'entreprise de G.Œuvre (compris étude des besoins globaux pour déterminer la puissance nécessaire) l'entreprise d'électricité mettra en place l'installation de chantier et sera responsable de celle-ci et de son maintien durant tout le chantier.</p> <p>Cette prestation doit faire l'objet d'une étude et d'une exécution spécifiques par des personnes qualifiées. Ces travaux provisoires devront tenir compte des impératifs suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé sous la responsabilité de l'entreprise générale. - définir les points de livraison aussi bien en nombre qu'en équipement adapté aux besoins, - le cheminement des câbles devra être établi d'une manière telle que leur protection soit assurée pendant l'exécution des travaux, - l'installation devra être réalisée selon les normes d'une installation définitive avec un plus pour lui permettre de résister aux contingences de chantier, (installation à réaliser en 24 volts) - les utilisateurs ne devront mettre à la disposition de leur personnel que des outils électriques en parfait état afin d'éviter les déclenchements intempestifs qui entraînent des prises de risques inacceptables, - il sera prévu au minimum 1 coffret par niveau à l'intérieur de chaque bâtiment, 4 prises minimum par coffret. <p>NOTA : l'installation électrique des locaux communs (sanitaires, bureau de chantier) est à la charge du lot DEMOLITION.</p> <p>Protections des circuits par dispositifs différentiels</p> <p>Sélectivité sur trois niveaux. Pour améliorer les conditions d'exploitation (éviter les coupures simultanées sur plusieurs niveaux dans le cas de défaut à terre).</p> <p>a) Circuits terminaux</p> <p>Protection pour DDR 30 mA instantané OBLIGATOIRE.</p> <p>b) A chaque niveau</p> <p>Protection par DDR 300 mA - 50 milli secondes.</p> <p>c) En tête d'installation (pied de colonne)</p> <p>Protection 1 Ampère retardée - 0.2 seconde minimum.</p> <p>Matériel électrique</p> <p>Tous les matériels électriques devront être en bon état.</p> <p>Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur.</p> <table border="1"> <tr> <td>Rallonges</td><td>Type H 07 RNF</td></tr> <tr> <td>Enrouleurs</td><td>Catégorie B NCF 61.720</td></tr> <tr> <td>Prises</td><td>Protection IP 447 incassable</td></tr> <tr> <td>Baladeuses</td><td>NFC 71.008</td></tr> <tr> <td>Phare halogène</td><td>NNF avec grille de protection.</td></tr> </table>	Rallonges	Type H 07 RNF	Enrouleurs	Catégorie B NCF 61.720	Prises	Protection IP 447 incassable	Baladeuses	NFC 71.008	Phare halogène	NNF avec grille de protection.
Rallonges	Type H 07 RNF										
Enrouleurs	Catégorie B NCF 61.720										
Prises	Protection IP 447 incassable										
Baladeuses	NFC 71.008										
Phare halogène	NNF avec grille de protection.										
Eclairage du chantier	Il ne devra pas y avoir de zone d'ombre au niveau des circulations. Chaque poste de travail devra être éclairé.										

Ce tableau a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots. La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire de chaque lot complètera les protections prévues en le précisant dans son P.P.S.P.S.

Localisation du risque	Nature du risque	Protections à prévoir
Circulation Heurts de personnes	Collisions	Signalisation routière conforme Panneaux (30 km/h)
Circulation hors emprise chantier	Collision	Renversement de personnes Rouler au pas
Mouvement de véhicules ou personnes dû aux activités environnantes.	Collision Renversement de personnes	Manœuvres hors emprise chantier avec personnel de guidage. Engins équipés bip, et gyrophare
Zones en travaux Renversement d'ouvriers	Chutes d'un véhicule dans tranchée	Balisage Signalisation de position temporaire Barrières pleines fixées au sol.
Circulation piétons	Heurts de personnes	Balisage Signalisation adaptée aux piétons Cheminements protégés. Passage provisoire à créer
Réseaux existants	Electrocution	Repérage et matérialisation avant intervention. Utilisation aspiratrice
Réseaux existants	Explosion	Demande intervention GRDF pour investigation. Repérage et matérialisation avant intervention. Utilisation aspiratrice
Stockage	Blessures diverses	Clôtures « héras »
Regards	Chutes dedans	Maintien tampon ou barrières et signalisation périphérique

- Travaux de toiture plate :

Accès et travaux sur la toiture

Risques	Règles préconisées ou expressions de la règle
- Chute de personne avec dénivellation.	- Contrôles de lignes de vie sur toiture - Protection des ouvertures contre les chutes
- Chute d'objets manutentionnés lors de l'approvisionnement en matériaux et matériel	- Ne pas passer sous une charge en mouvement. - Baliser la zone de survol et interdire l'accès
- Contact d'objet mobile par projection lors des travaux de découpe	- Port d'E.P.I (lunettes)
- Contact chaud froid, utilisation de flamme ou d'appareil à souder	- Présence d'extincteur à poudre ABC à proximité (5 m) des travailleurs
- Risque de glissade et trébuchement	- Porter des chaussures de sécurité adaptées résistant à la chaleur et avec des semelles antidérapantes ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre régulièrement de l'ordre sur la toiture ; - Garder en permanence les accès et les passages dégagés
- Travail durant les périodes froides ou chaudes	<ul style="list-style-type: none"> - Porter des vêtements appropriés, - En cas d'ensoleillement et forte chaleur, utiliser de la crème solaire et porter au besoin des lunettes solaires, - Adapter les heures de travail (débuter les travaux le matin), - Couvrir la tête. - En cas de fortes précipitations, chutes de neige, interrompre le travail.
- Caractéristiques de la charge à soulever (poids, forme...)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition d'accessoires de levage et de transport adaptés au travail, - Minimisation de charges individuelles.

Mise en place des protections collectives

Risques	Règle préconisées ou expressions de la règle
- Chute de matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Baliser préalablement les zones de travail ; - S'assurer que les accès principaux vers le bâtiment sont protégés. - Ne pas travailler à des postes de travail superposés ; - Protéger toutes les ouvertures dans le toit ou les obturer
- Chutes de personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Porter un harnais de sécurité pour le personnel intervenant à cette tâche. - Porter des chaussures de sécurité avec des semelles antidérapantes ; - En hiver, éliminer le verglas des planchers de travail.

CHAPITRE IV RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS .

A) Préambule

La réglementation (Article 4224-15) nous pousse à avoir 5% du personnel du chantier sauveteur secouriste du travail

Les secouristes devront être formés et recyclés depuis au moins 1 an ; ils doivent être clairement identifiables.

Chaque entreprise devra avoir sa propre trousse de premiers secours à jour.

L'accès au site où se situe l'opération devra rester en permanence libre pour permettre les secours extérieurs d'intervenir en cas d'urgence

Les consignes de sécurité et les numéros d'appels seront affichés au niveau de la base vie.

Toutes les consignes prises pour cette opération en terme de secours devront apparaître dans le PPSPS de chaque entreprise

Le système de communication sera le téléphone fixe mis à disposition des entreprises au niveau de la base vie, ou si le maître d'ouvrage l'autorise, le téléphone portable sera autorisé en fonction de la disponibilité des réseaux.

Un point de rencontre sera matérialisé pour l'évacuation des blessés.

L'objectif premier est de tout mettre en place pour apporter les premiers secours et favoriser l'arrivée des secours extérieurs le plus rapidement possible.

En cas de travailleur isolé, un dispositif « homme mort » devra être mis en place.

B) Prévention des risques de maladies professionnelles

Dispositions communes Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

Les bruits Art 4323-91 du code du travail : Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

Utilisations des colles et résines : Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS. Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

Protections des risques de Tétanos : Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

Nota : Cancérogènes et principales activités du BTP : Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme

- application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur
- Gaz d'échappement des moteurs
- rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, anti kérosène.

EN CAS D'ACCIDENT

Allo 18 ou 112 (Portable)

ICI CHANTIER : CCI Bourran - Remplacement de groupes sur toiture - Ajout de protections périphériques

*CITE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FORMATION 5 rue de Bruxelles
12 033 RODEZ cedex 9*

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT	Par exemple :Eboulement, Asphyxie, Chute... Et la position du blessé : "le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille ..." Et si il y a nécessité de dégagement
SIGNELEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT	Par exemple : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER	Faites répéter le message

A PRÉVENIR

	Tel :		Tel :
	Tel :		

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS	18 ou 112 sur un portable	SECOURS EDF
SAMU	15	SECOURS GDF 0
POLICE	17	GENDARMERIE 17

CENTRE HOSPITALIER	00 00 00 00 00	Urgences
MÉDECIN GÉNÉRALISTE de proximité	Adresse :	Tel :
OPHTALMOLOGISTE de proximité	Adresse :	Tel :

AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER